

List of bodies that are subject to section 11 of the *Act to foster adherence to State religious neutrality and, in particular, to provide a framework for requests for accommodations on religious grounds in certain bodies*¹

Section 2 of the Act

Subparagraph (1): government departments²

Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire
Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation
Ministère du Conseil exécutif
Ministère de la Culture et des Communications
Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la lutte contre les changements climatiques
Ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation
Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur
Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles
Ministère de la Famille
Ministère des Finances
Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs
Ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion
Ministère de la Justice
Ministère des Relations internationales et de la Francophonie
Ministère de la Santé et des Services sociaux
Secrétariat du Conseil du trésor
Ministère de la Sécurité publique
Ministère du Tourisme
Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports
Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale

Subparagraph (2): budget-funded bodies, bodies other than budget-funded bodies and government enterprises listed in Schedules 1 to 3 to the *Financial Administration Act* (chapter A-6.001)³

BUDGET-FUNDED BODIES

Bureau d'audiences publiques sur l'environnement
Bureau des coroners
Bureau des enquêtes indépendantes
Comité consultatif sur l'accessibilité financière aux études
Comité de déontologie policière
Comité de la rémunération des juges
Comité de la rémunération des procureurs aux poursuites criminelles et pénales
Commissaire à la déontologie policière

¹ This list is not exhaustive due to the vast field of application of the Act.

² List updated to February 1, 2016: <http://www.premier-ministre.gouv.qc.ca/gouvernement/ministeres-organismes-en.asp> (consulted on April 6, 2018).

³ Act updated to February 1, 2018: <http://legisquebec.gouv.qc.ca/en/ShowDoc/cs/A-6.001> (consulted on April 6, 2018).

Commissaire à la lutte contre la corruption
Commissaire à la santé et au bien-être
Commission consultative de l'enseignement privé
Commission d'accès à l'information
Commission de la fonction publique
Commission de l'éthique en science et en technologie
Commission de protection du territoire agricole du Québec
Commission de toponymie
Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse
Commission des partenaires du marché du travail
Commission des transports du Québec
Commission d'évaluation de l'enseignement collégial
Commission municipale du Québec
Commission québécoise des libérations conditionnelles
Conseil de la justice administrative
Conseil de la magistrature
Conseil du patrimoine culturel du Québec
Conseil du statut de la femme
Conseil supérieur de la langue française
Conseil supérieur de l'éducation
Curateur public
Directeur des poursuites criminelles et pénales
Office de la protection du consommateur
Office des personnes handicapées du Québec
Office québécois de la langue française
Régie des alcools, des courses et des jeux
Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec
Régie du logement
Tribunal des droits de la personne

BODIES OTHER THAN BUDGET-FUNDED BODIES

Agence du revenu du Québec
Autorité des marchés financiers
Autorité des marchés publics
Bibliothèque et Archives nationales du Québec
Centre de la francophonie des Amériques
Centre de recherche industrielle du Québec
Centre de services partagés du Québec
Commission de la capitale nationale du Québec
Commission des services juridiques
Conseil de gestion de l'assurance parentale, dans l'exercice de ses fonctions autres que fiduciaires
Conseil de gestion du Fonds vert
Conseil des arts et des lettres du Québec
Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec
Corporation d'urgences-santé
École nationale de police du Québec
École nationale des pompiers du Québec
Financement-Québec
Fondation de la faune du Québec
Fonds d'aide aux actions collectives
Fonds de recherche du Québec – Nature et technologies
Fonds de recherche du Québec – Santé

Fonds de recherche du Québec – Société et culture
Héma-Québec
Institut de la statistique du Québec
Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec
Institut national d'excellence en santé et en services sociaux
Institut national de santé publique du Québec
Institut national des mines
La Financière agricole du Québec
Musée d'Art contemporain de Montréal
Musée de la Civilisation
Musée national des beaux-arts du Québec
Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris
Office des professions du Québec
Office Québec-Amériques pour la jeunesse
Office Québec-Monde pour la jeunesse
Régie de l'assurance maladie du Québec
Régie de l'énergie
Régie des installations olympiques
Régie du bâtiment du Québec
Société d'habitation du Québec
Société de développement de la Baie James
Société de développement des entreprises culturelles
Société de financement des infrastructures locales du Québec
Société de l'assurance automobile du Québec dans l'exercice de ses fonctions
autres que fiduciaires
Société de la Place des Arts de Montréal
Société de télédiffusion du Québec
Société des établissements de plein air du Québec
Société des Traversiers du Québec
Société du Centre des congrès de Québec
Société du Grand Théâtre de Québec
Société du Palais des congrès de Montréal
Société du parc industriel et portuaire de Bécancour
Société du Plan Nord
Société nationale de l'amiante
Société québécoise d'information juridique
Société québécoise de récupération et de recyclage
Société québécoise des infrastructures
Transition énergétique Québec
Tribunal administratif des marchés financiers
Tribunal administratif du Québec
Tribunal administratif du travail

GOVERNMENT ENTERPRISES

Hydro-Québec
Investissement Québec
Loto-Québec
Société des alcools du Québec
Société Innovatech du Grand Montréal
Société Innovatech du Sud du Québec
Société Innovatech Québec et Chaudière - Appalaches
Société Innovatech Régions ressources

Subparagraph (3): bodies whose personnel is appointed in accordance with the *Public Service Act* (chapter F-3.1.1)⁴

Assemblée nationale du Québec (à l'exception d'un employé occasionnel)
Bureau d'audiences publiques sur l'environnement
Bureau du coroner
Bureau des enquêtes indépendantes
Centre de services partagés du Québec
Comité consultatif sur l'accessibilité financière aux études
Comité consultatif de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale
Comité de déontologie policière
Commissaire à la déontologie policière
Commissaire à l'éthique et à la déontologie
Commissaire au lobbyisme
Commissaire à la lutte contre la corruption
Commissaire à la santé et au bien-être
Commission consultative de l'enseignement privé
Commission d'accès à l'information
Commission d'évaluation de l'enseignement collégial
Commission de la fonction publique
Commission de l'éthique en science et en technologie
Commission de protection du territoire agricole du Québec
Commission de toponymie
Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail
Commission de la qualité de l'environnement Kativik
Commission de la représentation électorale
Commission des transports du Québec
Commission municipale du Québec
Commission québécoise des libérations conditionnelles
Conseil consultatif de la lecture et du livre
Conseil de gestion de l'assurance parentale
Conseil de la justice administrative
Conseil de la magistrature du Québec
Conseil du patrimoine culturel
Conseil du statut de la femme
Conseil supérieur de l'éducation
Conseil supérieur de la langue française
Curateur public du Québec
Directeur général des élections du Québec
Directeur des poursuites criminelles et pénales

⁴ According to legislation updated to February 1, 2018 (consulted on April 6, 2018).

Fonds d'aide aux actions collectives
Institut de la statistique du Québec
Institut du tourisme et d'hôtellerie du Québec
La Financière agricole du Québec
Office de la protection du consommateur
Office des personnes handicapées du Québec
Office des professions du Québec
Office québécois de la langue française
Régie de l'assurance maladie du Québec
Régie des alcools, des courses et des jeux
Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec
Retraite Québec
Régie du bâtiment du Québec
Régie du logement
Société d'habitation du Québec
Société de l'assurance automobile du Québec
Sûreté du Québec
Transition énergétique du Québec
Tribunal administratif du Québec
Tribunal administratif du travail
Tribunal administratif des marchés financiers
Vérificateur général du Québec

Subparagraph (4): government agencies listed in Schedule C to the Act respecting the process of negotiation of the collective agreements in the public and parapublic sectors (chapter R-8.2)⁵

Agence du revenu du Québec
Autorité des marchés financiers
Autorité des marchés publics
Bibliothèque et Archives nationales du Québec
Caisse de dépôt et placement du Québec
Centre de la francophonie des Amériques
Centre de recherche industrielle du Québec
Les centres régionaux d'aide juridique
Commission de la capitale nationale du Québec
Commission de la construction du Québec
Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse
Commission des services juridiques
Conseil des arts et des lettres du Québec
Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec
Corporation d'urgences-santé de la région de Montréal Métropolitain
École nationale de police du Québec
École nationale des pompiers du Québec
Financement-Québec
Fondation de la faune du Québec
Fonds de recherche du Québec – Nature et technologies
Fonds de recherche du Québec – Santé
Fonds de recherche du Québec – Société et culture
Héma-Québec

⁵ Act updated to February 1, 2018: <http://www.legisquebec.gouv.qc.ca/fr/showdoc/cs/R-8.2?langCont=fr#sc-nb:4> (consulted on April 6, 2018).

Hydro-Québec
Institut national d'excellence en santé et en services sociaux
Institut national de santé publique du Québec
Institut national des mines
Investissement Québec
Musée d'art contemporain de Montréal
Musée de la civilisation
Musée national des beaux-arts du Québec
Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris
Office Québec-Amériques pour la jeunesse
Office Québec-Monde pour la jeunesse
Protecteur du citoyen
Régie de l'énergie
Régie des installations olympiques
Société de développement de la Baie James
Société de développement des entreprises culturelles
Société de financement des infrastructures locales du Québec
Société de la Place des Arts de Montréal
Société de télédiffusion du Québec
Société des alcools du Québec
Société des établissements de plein air du Québec
Société des loteries du Québec
Société des traversiers du Québec
Société du Centre des congrès de Québec
Société du Grand théâtre de Québec
Société du Palais des congrès de Montréal
Société du parc industriel et portuaire de Bécancour
Société du Plan Nord
Société québécoise d'information juridique
Société québécoise de récupération et de recyclage
Société québécoise des infrastructures
Sûreté du Québec

Subparagraph (5): municipalities, metropolitan communities, intermunicipal boards and municipal housing bureaus, with the exception of municipalities governed by the Cree Villages and the Naskapi Village Act (chapter V-5.1) or the Act respecting Northern villages and the Kativik Regional Government (chapter V-6.1)

Subparagraph (6): public transit authorities, the Autorité régionale de transport métropolitain and any other operator of a shared transportation system

Subparagraph (7): school boards established under the Education Act (chapter I-13.3), the Comité de gestion de la taxe scolaire de l'île de Montréal, general and vocational colleges established under the General and Vocational Colleges Act (chapter C-29), and university-level educational institutions listed in paragraphs 1 to 11 of section 1 of the Act respecting educational institutions at the university level (chapter E-14.1)

Subparagraph (8): public institutions governed by the *Act respecting health services and social services* (chapter S-4.2), except public institutions referred to in Parts IV.1 and IV.3 of that Act, joint procurement groups referred to in section 383 of that Act, and health communication centres referred to in the *Act respecting pre-hospital emergency services* (chapter S-6.2)

The following bodies, which conduct activities in the health and social services sector, are specifically excluded from the field of application of the Act:

- the public institutions governed by Part IV.1 of the *Act respecting health services and social services*, that is, the Centre de santé Tulattavik de l'Ungava [Ungava Tulattavik Health Centre] and the Centre de santé Inuulitsivik [Inuulitsivik Health Centre] (ss. 530 *et seq.*);
- the public institution governed by Part IV.3 of the *Act respecting health services and social services*, that is, CLSC Naskapi (s. 530.89 *et seq.*).

Subparagraph (9): bodies to which the National Assembly or any of its committees appoints the majority of the members

- Commission de la représentation (chapter E-3.3) (Chief Electoral Officer and two (2) commissioners appointed by the National Assembly among persons who are qualified electors);
- Commission de la fonction publique (chapter F-3.1.1) (at least three (3) and a maximum of five (5) members);
- Commission d'accès à l'information (chapter A-2.1) (five (5) members);
- Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse (chapter C-12) (13 members).

Section 3 of the Act

- (1) National Assembly personnel members and Lieutenant-Governor staff members;
- (2) persons appointed or designated by the National Assembly to an office under its authority and the personnel directed by them;
- (3) persons whose personnel is appointed in accordance with the *Public Service Act* (chapter F-3.1.1) and the personnel directed by them;
- (4) commissioners appointed by the Government under the *Act respecting public inquiry commissions* (chapter C-37) and the personnel directed by them;
- (5) any other person appointed by the Government or by a minister to exercise an adjudicative function within the administrative branch, including arbitrators whose names appear on a list drawn up by the Minister of Labour in accordance with the *Labour Code* (chapter C-27);
- (6) peace officers; and
- (7) physicians, dentists and midwives who practise in a centre operated by a public institution referred to in subparagraph 8 of the first paragraph of section 2.

Section 8 of the Act

First paragraph:

(1) childcare centres, home childcare coordinating offices and subsidized day care centres governed by the *Educational Childcare Act* (chapter S-4.1.1);

(2) institutions accredited for the purposes of subsidies under the *Act respecting private education* (chapter E-9.1) and institutions whose instructional program is the subject of an international agreement within the meaning of the *Act respecting the Ministère des Relations internationales* (chapter M-25.1.1); and

(3) private institutions under agreement, intermediary resources and family-type resources governed by the *Act respecting health services and social services* (chapter S-4.2).

Second paragraph:

- Recognized subsidized home childcare providers governed by the *Educational Childcare Act* and persons directed by them.
- Persons not otherwise subject to this chapter, while they are exercising functions provided for by law for which they were appointed or designated by the Government or a minister.